

# Asticou

REVUE D'HISTOIRE DE L'OUTAOUAIS

Cahier no° 36

Juillet 1987



Dr. LUCIEN BRAULT, M.A. D.Ph. D. Lett. (1904-1987)

Historien honoraire d'Ottawa

Historien honoraire de Hull

(Photo gracieuseté de Madame Lucien Brault)

**SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE L'OUËST DU QUÉBEC**

**C.P. 1007, Place du Portage, Hull, (Québec)**

**J8X 3X5**



La Société historique de l'ouest du Québec publie depuis juin 1968 un cahier périodique, intitulé ASTICOU, premier toponyme de la ville de Hull, consigné par Champlain dans le récit de son premier voyage aux Chaudières le 13 juin 1613. ASTICOU est en effet un mot algonquin qui veut dire "chaudière".

#### **La Société historique de l'ouest du Québec**

Succédant à la Société historique du nord de l'Outaouais (1935-1938), la Société historique de l'ouest du Québec s'est fixée dès le début de sa fondation les objectifs suivants:

- a) étudier et faire connaître l'histoire de l'ouest du Québec;
- b) recueillir, classer et conserver tous les ouvrages, documents et objets se rattachant de près ou de loin à l'histoire de la région outaouaise;
- c) exercer, dans les limites de ses capacités, des pressions auprès des corps publics de l'ouest du Québec en vue de l'érection de plaques ou monuments commémoratifs, et de l'aménagement de musées d'intérêt historique régional;
- d) publier sous forme de cahiers périodiques le résultat de ses travaux, et ainsi stimuler la recherche et l'intérêt public à l'égard de l'histoire régionale;
- e) collaborer avec les divers organismes représentatifs de l'Outaouais québécois dans le domaine toponymique et touristique.

La Société historique de l'ouest du Québec exerce son activité surtout dans les cinq comtés suivants du Québec: Pontiac, Hull, Gatineau, Labelle et Papineau. Toutefois, rien ne l'empêche de s'intéresser à l'ensemble du territoire québécois.

#### **COMITÉ DE LA REVUE**

**Rédacteur:** Dr. L.-M. Bourgoin, A.M., Ph.D. O.D.

**Administration et abonnements:** Monique Larouche-Depratto

#### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Président:** Dr. Louis-Marie Bourgoin

**Vice-président:** Ephrem Boudreau

**Trésorière:** Noëlla Dufresne

**Secrétaire:** Me Marie-Thérèse Marci-Bourgoin

**Archiviste:** Georgette Mantha

**Administrateurs:** Monique Larouche-Depratto,

Antoinette Boily-McKinnon

Arthur A. Guertin

Edmée Hubert

## SOMMAIRE

Sommaire .....	1
Avant-propos .....	Louis-Marie Bourgoïn 2
Lucien Brault et son oeuvre .....	Jacques Gouin 3
Petite anthologie des oeuvres de Lucien Brault	Lucien Brault 7
Liste des ouvrages de Lucien Brault .....	Lucien Brault 20
L'histoire de la ville de Hull tripotée .....	Louis-Marie Bourgoïn 22
Les Troubadours de la Gatineau .....	Edgar Boutet 25
Chronique de la S.H.O.Q. ....	Marie-Thérèse Marcil-Bourgoïn 28

## AVANT-PROPOS

Lucien Brault, l'un des personnages d'une compétence exceptionnelle dans le domaine de l'histoire régionale, est décédé. Les oeuvres de Lucien Brault seront pour les années à venir les points de référence par excellence pour consultation dans tous les sujets qui concernent l'histoire d'Ottawa, de Hull et de la région tant au Québec qu'en Ontario. M. Jacques Gouin nous fait part de tous les travaux de Lucien Brault et nous fait ses louanges bien méritées.

Nous présentons des extraits des ouvrages de Lucien Brault. L'on peut ainsi du début de sa carrière jusqu'à la fin apprécier le travail énorme de l'auteur.

La liste des livres publiés par Lucien Brault nous révèle toute sa compétence tant en français qu'en anglais.

Trop de faussetés circulent sur l'histoire de la ville de Hull. Il est temps de comprendre que les Wrights n'ont rien à voir dans la fondation de la ville de Hull. L'on fausse trop facilement l'image de Philémon Wright qui fut vraiment un pionnier dans le plein sens du mot.

Durant 27 ans, les gens de Hull ont pu apprécier le travail culturel, artistique et musical de ces gens de chez nous que furent *LES TROUBADOURS DE LA GATINEAU*. Bravo! Tout est à leur honneur.

Dr. L.-M. Bourgoïn, Ph.D. O.D.  
Rédacteur

## LUCIEN BRAULT ET SON OEUVRE

Les plus lointains souvenirs que je puisse évoquer sur Lucien Brault remontent à une quarantaine d'années. C'est en effet en 1946 ou 1947 que je le rencontrai pour la première fois.

Dès mon retour de la guerre à l'automne de 1945, j'avais résolu de m'inscrire à l'École des Sciences politiques de l'Université d'Ottawa, afin de préparer le concours du ministère des Affaires extérieures. Or, dans le cadre des cours que je pouvais suivre se trouvait celui de M. Brault sur *LES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA*. Ayant jugé que ce cours me préparerait parfaitement à la carrière diplomatique à laquelle j'aspirais, je m'y inscrivis sans hésiter. Il serait trop long d'expliquer ici ce qui m'éloigna bientôt de cette carrière. Je mentionnerai le seul fait que le ministère des Affaires extérieures, à l'époque, m'apparaissait trop comme une servile succursale du Foreign Office et du State Department. Pendant mon séjour d'un an dans ce ministère, cela m'agaçait trop de constater qu'on ne pouvait jamais rien décider sans en référer d'abord à Londres ou à Washington.

Je ne retiendrai donc de cette époque que mon premier contact avec Lucien Brault. On se demandera aussitôt: comment était-il comme professeur? Ce n'était évidemment pas sa voix, plutôt éraillée, ni son débit, plutôt *RECTO TONO*, qui retenait mon attention. Ce qui me frappait surtout chez lui, c'était la préparation minutieuse de chacune de ses leçons, surtout son souci constant de ne jamais rien affirmer qui ne fût fondé sur des sources documentaires. Bref, nous avions affaire à un véritable historien, soucieux d'objectivité et d'impartialité.

Naturellement, je fus ainsi amené à lire ses livres, notamment, *OTTAWA DE SON ORIGINE À NOS JOURS*, qui m'ouvrit pour la première fois les yeux sur l'intérêt historique de l'Outaouais. Lucien Brault m'apparaissait alors comme à peu près le seul historien francophone à illustrer l'histoire de notre région. On ne s'était penché jusque-là que sur les régions québécoise, trifluvienne et montréalaise. Grâce à lui, j'appris que Champlain était passé par ici en 1613, et que certaines des plus illustres personnalités de la Nouvelle-France l'avait suivi. Tout le monde semblait ignorer ces traces historiques avant que Lucien Brault ne les évoquent, toujours avec documents à l'appui.

Quelque temps après avoir obtenu mon Diplôme en Sciences politiques, j'allai le voir chez lui, alors qu'il habitait rue Boucherville à Hull, pour le consulter à propos d'une thèse de maîtrise en histoire que je voulais consacrer à Adolphe Chapleau. J'avais été amené à m'orienter vers cette piste, grâce à une correspondance inédite entre l'ancien bibliothécaire du Parlement, Alfred Decelles, et Chapleau,

que m'avait donnée Ernest Bilodeau, alors bibliothécaire au Parlement, et père d'un de mes collègues, Louis Bilodeau. Diverses circonstances m'ayant empêché de terminer cette thèse, j'en publiai tout de même l'essentiel dans deux articles qui parurent vers les années 50 dans deux numéros successifs de la *REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE*.

De fil en aiguille, ayant été éveillé par Lucien Brault à la négligence des historiens relativement à l'Outaouais, et constatant le centralisme culturel excessif de Montréal par rapport aux autres régions du Québec, et enfin sentant l'approche du centenaire de la Confédération, je décidai, en 1966, avec quelques amateurs d'histoire que j'avais réunis autour de moi, de fonder une Société d'histoire régionale à Hull. C'est celle qui vit encore et qui se porte encore assez bien!

Une des premières décisions prises au sein de la Société historique de l'ouest du Québec fut de nommer Lucien Brault membre d'honneur à vie de notre organisme. Il accepta cet honneur de bonne grâce, et se fit toujours un devoir d'assister à la plupart de nos manifestations.

Après avoir été Directeur du service des recherches aux Archives publiques du Canada, pendant vingt ans, avoir été professeur titulaire d'histoire du Canada à l'Université d'Ottawa pendant autant d'années, et professeur d'histoire militaire pendant quelques années au Royal Military College de Kingston, Lucien Brault prenait sa retraite définitive en 1971.

C'est à ce moment-là que j'entrai de nouveau indirectement dans sa vie, en ce sens que le doyen du département d'histoire du R.M.C., George F. Stanely, me demandait si j'accepterais de remplacer M. Brault comme professeur d'histoire militaire dans cette institution. Comme j'étais fonctionnaire, je ne pus malheureusement accepter ce redoutable honneur.

Trois ans plus tard, soit en 1974, je prenais ma retraite à mon tour, ce qui me remit de nouveau en contact avec Lucien Brault. En effet, l'année même où je prenais ma retraite, le Musée de la Guerre me demandait si je voulais bien accepter de terminer et mener à bonne fin, dans les deux langues officielles du pays, une histoire déjà entreprise par M. Brault sur la lignée militaire de la famille Panet. Lucien Brault avait déjà connu et interviewé Henri de Lotbinière Panet, et avait commencé à accumuler notes et brouillons sur ce sujet. Avant de m'impliquer dans cette affaire, je rencontrai Lucien Brault aux Archives publiques, et nous entredîmes sur une marche à suivre, un partage des tâches et une répartition du cachet que comportait ce contrat. À mon tour, j'entrai en contact avec Antoine de Lotbinière Panet, neveu d'Henri ci-dessus mentionné, et je me mis à l'oeuvre.

Il fallut dix ans avant que ce projet n'aboutisse sous forme de livre. En effet, la version française parut à la fin de 1984, et la version anglaise à la fin de 1985. Lucien Brault fut très heureux de ce double résultat final, ce qu'il me confirma par une lettre des plus chaleureuses.

J'habitais alors à Saint-Sauveur-des-Monts, dans les Laurentides. Quand je revins à Hull, en août 1986, un des premiers amis que je revis fut nul autre que Lucien Brault. En effet, il prit un jour la peine de venir me porter chez moi un compte rendu élogieux de cette dernière oeuvre que nous avons réalisée en commun.

Quelques mois plus tard, Lucien Brault n'était plus.

Que retenir et que conclure de cet historien? Sans contredit un homme d'une probité et d'une honnêteté intellectuelles hors de pair. Certes, ne fignolait-il pas ses textes avec un grand souci littéraire, qu'il laissait à son rival des Archives, Séraphin Marion; celui-ci, du reste, ne se cachait pas pour fustiguer à son tour le style un peu terne de l'historien. Disons que tous deux enrichirent tout de même, chacun à sa manière, notre patrimoine littéraire et historique, Séraphin Marion avec ses *LETTRES CANADIENNES D'AUTREFOIS*, et Lucien Brault avec ses monographies sur Ottawa, Hull, Pointe-Gatineau, les comtés-unis de Prescott et Russell et Aylmer.

C'est le moment de dire un mot de ses oeuvres. Il débuta par un livre sur Gaspé, à l'occasion du 400e anniversaire de l'arrivée de Cartier. Suivit ensuite une bibliographie des oeuvres de son prédécesseur aux Archives, Francis Audet; après quoi, il publia une bibliographie des *TRANSACTIONS* de la Société royale du Canada. Mais son oeuvre marquante fut incontestablement son histoire d'*OTTAWA DE SON ORIGINE À NOS JOURS*, qui lui valut le prix littéraire et scientifique du Québec en 1943; une version anglaise révisée et augmentée, parut ensuite sous le titre *OTTAWA OLD AND NEW*, pour lequel il fut nommé historien honoraire de la ville d'Ottawa; à l'occasion du 150e anniversaire de Hull son histoire de cette ville, livre qui a suscité une certaine critique justicieuse de notre distingué président à propos de Philémon Wright. M. Brault publia ensuite une *HISTOIRE DE LA POINTE-GATINEAU (1807-1947)*, une *HISTOIRE DES COMTÉS-UNIS DE PRESCOTT ET RUSSELL*, cette région à majorité francophone de l'est de l'Ontario. Enfin une histoire d'Aylmer, qui m'inspire à mon tour une certaine critique. En effet, ce livre présente alternativement des paragraphes en français et en anglais, ce qui me paraît une forme hybride assez étrange. Il eût été préférable qu'il en fasse deux versions distinctes, soit en un seul volume, soit en deux volumes. Il reste que l'oeuvre de Lucien Brault recèle une richesse documentaire irremplaçable sur notre région. Et c'est pourquoi cet historien demeurera l'un des maîtres de notre histoire régionale.

Enfin, Lucien Brault était vraiment un Canadien bilingue et biculturel,—comme on l'a vu avec son livre sur Aylmer,—espèce qui semble en voie de disparition au pays. Ce que je tiens à souligner surtout à son propos, c'est qu'il était doué de toutes les qualités essentielles à l'historien: ardeur au travail, patience, objectivité, impartialité, enfin souci et respect du document, sans quoi l'histoire n'est que fiction.

Jacques Gouin



M. Lucien Brault en 1934.

## PETITE ANTHOLOGIE DES OEUVRES DE LUCIEN BRAULT

En hommage particulier à Lucien Brault, historien, nous présentons avec la permission de son épouse Madame Lucien Brault des extraits de quelques-uns de ses livres. Chacun pourra apprécier à la lecture le travail exceptionnel de l'auteur et ainsi prendre le goût de continuer l'étude de ses ouvrages.

### "GASPÉ DEPUIS CARTIER"

Dans ce livre écrit en collaboration avec Charles-Eugène Roy, déjà l'on voit son souci de la recherche et de la précision. Publié au Moulin des Lettres, Québec, 1934.

#### I — Le nom

GASPAY ou Gaspé! Nom pittoresque et gracieux, enveloppé de mystère mais plein de souvenir et de sens, qui rappelle ses premiers habitants en même temps qu'il souligne sa situation géographique et détermine sa fonction.

En montrer l'origine et en indiquer la signification sera notre premier soin. «Gaspé» est-il un nom d'importation étrangère ou un «home-made»? Nous vient-il d'outre-mer, d'Espagne ou du Portugal, ou bien, a-t-il été plus naturellement fabriqué sur place et recueilli sur les lèvres de ses premiers habitants? Voilà ce que nous allons voir.

Certains ont cru voir en Gaspé une altération de Gaspar. Corte Real aurait eu alors, pour contrebalancer le malheur de laisser ses os dans les eaux du Golfe, l'honneur de laisser son nom à la baie et à la région de Gaspé. Cette assertion toutefois semble tout à fait improbable. Bien que, en effet, une carte du temps appelle le Golfe St-Laurent le «Golfe des deux frères», parce que Gaspar et Michel y perdirent la vie, le nom de «Gaspar» n'apparaît nulle part et «Gaspé» n'entre dans l'histoire qu'avec le journal de course de Jean Alfonse de Saint-Onge, en 1542.

Pour d'autres, Gaspé devrait son nom aux Basques qui le fréquentèrent pour y faire la pêche, longtemps avant le seizième siècle. Ceux-là basent leur opinion sur ce fait que, au moyen-âge, dans le royaume d'Aragon, au nord-est de l'Espagne, près des pays basques, existait une ville du nom de «Gasp»... Or, de «Gasp» à «Gaspé», il n'y a qu'un pas, qu'une lettre... Mais, vraiment, le pas semble vertigineux et la lettre tirée par les cheveux...

Il n'y a pas de doute qu'il faille donner à Gaspé une origine sauvage. Un compagnon de Roberval, avons-nous dit, Jean Alfonse, est le premier à le mentionner, dans son journal de bord, en 1542. Dans le récit de son premier voyage, Cartier, pour indiquer la baie de Gaspé, ne parle que de «icelle rivière»... En la relation de son

deuxième voyage, il est question, d'après les renseignements fournis par les sauvages qui l'accompagnent, de «Honguedo», que Lescarbot écrit «Hongnedo», Thévet, «Hongnade»; d'autres, indifféremment: «Onygnedo», «Hunedo», «Ougnedoc», «Ognedoc». Or, selon le R. P. Pacifique, ce mot «Honguedo» exprime une comparaison et pourrait bien vouloir dire: «peuplade-type». Il pourrait aussi venir de «Eugeto» (pour «euguedou»), qui veut dire: mesurer, choisir; ou bien de «Elgedo», qui veut dire: champignon.

Depuis Jean-Alfonse toutefois, «Gaspé» prévaut, quoique son épellation varie. En 1603, Champlain écrit indifféremment «Gachepé», et «Gachepay»; en 1613, il écrit «Gaspé», comme on a toujours écrit depuis. Souvent cependant, v.g. en Sagard, on rencontre «Gaspay».

Joseph Hamel est le premier à tenter une explication, en 1833. Il le fait venir de «Kespèque», qui veut dire: «bout de la pointe de terre». Dawson fait sienne cette opinion, en 1858. Le Père Vétromile de même, avec cette différence qu'il le fait dériver de «Gachepé» ou «Kech'pi», qui veut dire «l'extrémité». Le Père Pacifique, le missionnaire contemporain des Micmacs de la Gaspésie, confirme cette opinion en se basant sur le fait suivant: anciennement les Micmacs considéraient leur pays comme un géant dont la tête était l'île du Cap Breton, et les pieds, yarmouth, en Nouvelle-Écosse, et Gaspé. Or, dans leur langue, Yarmouth, qui est située à l'extrémité de la Nouvelle-Écosse, est appelée «Gespogoitz», tandis que le Cap Breton est appelé «Gespesaocg». Gaspé pourrait donc venir d'un nom plus long, «Kespoogwit», par exemple.

En tout cas, qu'il vienne des Micmacs ou des Hurons-Iroquois qui étaient ici en 1534, il semble bien établi que le «Gaspé» de la Gaspésie a le même sens que le Finistère de la Bretagne et qu'il veut dire «le bout, l'extrémité de la terre» ou «de la pointe de terre». Nous pouvons donc laisser de côté l'opinion de l'Abbé Laverdière, reçue de l'Abbé Maurault, qui tire le nom de Gaspé d'un nom abénaki «.Katsepi8i», qui veut dire «séparé du continent», à cause du Forillon, à l'extrémité du Cap Gaspé, et adopter la première, en donnant à Gaspé le sens de «l'extrémité du continent».

## **"OTTAWA, DE SON ORIGINE À NOS JOURS"**

Son histoire de la ville d'Ottawa met en lumière le développement exceptionnel de cette ville, ville de l'homme de chantiers qui est devenue la ville par excellence des fonctionnaires. Publié par Les Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1942.

### **La Cité d'Ottawa**

S'apercevant que la ville de Bytown, à cause de son importance, payait les cinq douzièmes des dépenses du comté de Carleton, alors que douze municipalités en tiraient avantage, le maire J.-B.

Turgeon, le 8 février 1853, demanda au gouverneur que la ville fût incorporée en cité sous le nom d'Ottawa, afin de profiter des privilèges que la loi générale d'incorporation offrait à cette catégorie de municipalités. Le conseil de comté ne pourrait plus alors percevoir d'impôts comme dans le cas d'une ville. Il demanda en même temps que le conseil municipal fût composé de deux échevins et de trois conseillers pour chaque quartier.

L'année suivante, le 21 septembre, le maire Henry J. Friel demanda de nouveau au gouvernement d'incorporer Bytown en cité. Dans sa requête, il appuie sur les raisons suivantes: le chiffre de la population de plus de dix mille âmes; la position centrale de la ville pour les comtés de Carleton, de Russell, de Lanark, de Renfrew, d'Ottawa et de Pontiac; l'importance du fait que le canal Rideau commence dans ses limites et l'unit au lac Ontario; le chemin de fer Bytown-Prescott qui la relie avec l'océan Atlantique en passant par Boston et New-York et finalement la voie ferrée en construction qui la fera bientôt communiquer avec Montréal. Le gouvernement acquiesça à cette demande et la ville de Bytown devint la cité d'Ottawa le 1er janvier 1855.

La nouvelle incorporation apporta quelques changements dans les divisions électorales: les deux quartiers de la basse ville en formèrent trois, et celui de la haute ville, deux. Chacun de ces territoires se fit représenter par deux échevins et deux conseillers jusqu'en 1867. À cette date trois échevins furent choisis et la charge de conseiller abolie. Le premier maire élu par les contribuables fut John Bower Lewis, en 1855.

Dans son premier discours au conseil de la cité, le 8 janvier 1906, le maire Ellis lança l'idée d'un bureau de commissaires, semblable à celui de Toronto, composé du maire et de quatre échevins nommés par le conseil. À l'élection de 1907, la majorité des voix se prononça en faveur de la diminution du nombre des échevins de trois à deux par quartier, et de l'élection de quatre commissaires par les contribuables de toute la ville, en outre de celle du maire.

Jusqu'en 1914, les échevins ne reçurent aucune indemnité pour leur terme d'office, l'honneur d'être choisis les récompensait amplement. L'année suivante les échevins reçurent cinq cents dollars; les commissaires qui recevaient quatre cents dollars en reçurent deux mille cinq cents et le maire, à qui on accordait mille dollars jusqu'en 1903, en retira deux mille cinq cent et ensuite cinq mille. L'échevin Harold Fisher, futur maire, s'opposa énergiquement à cette mesure d'allocation aux échevins et ne voulut pas accepter la sienne. Avec cette somme d'argent il fonda deux bourses scolaires pour les élèves qui écriraient les meilleurs compositions sur un sujet d'intérêt municipal. Après sa mort, sa veuve continua d'accorder ces bourses en mémoire de son mari.

## **"HISTOIRE DE LA POINTE-GATINEAU, 1807-1947"**

Lucien Brault fut appelé par le Conseil Municipal à écrire l'histoire de cette ville. Là encore l'on peut remarquer son grand souci de prendre contact avec toutes les sources possibles. Publié à Montréal, École industrielle des Sourds-Muets, 1948.

### **La Municipalité de Templeton**

Après un bref exposé des moeurs et des coutumes de la population, il convient maintenant de faire un peu l'histoire de la municipalité. Constituée le 1er juillet 1845, en vertu de la loi d'incorporation des municipalités du Québec, la municipalité du canton rural de Templeton comprenait le territoire qui devint plus tard Templeton-Est, Templeton-Ouest, et le village de la Pointe-Gatineau. En raison de son importance géographique, économique et démographique, ce dernier endroit fut choisi comme chef-lieu du canton. On y construisit l'hôtel-de-ville où le conseil cantonal se réunit jusqu'en 1876.

Le conseil municipal rural comptait sept membres élus à la majorité des voix des francs-tenanciers. Le maire était choisi par les conseillers. Bien que la majorité de ces derniers fut de langue française, les procès-verbaux des assemblées se rédigeaient en anglais, parce que la minorité ne comprenait pas le français. Le 20 janvier 1868, on adopta par résolution l'usage du français dans les actes et les transactions du conseil. Les deux langues servirent donc jusqu'au 5 octobre suivant, puis de nouveau on adopta l'usage exclusif de l'anglais. En janvier 1870, tous les conseillers étaient canadiens-français et on utilisa leur langue jusqu'au moment où le village de la Pointe-Gatineau se sépara du canton. Alors le siège social du conseil cantonal se transporta à Templeton-Est.

### **Le Village**

La municipalité du village de la Pointe-Gatineau se détacha de la municipalité rurale de Templeton en février 1876, en vertu du code municipal du 1er janvier précédent. Mais pourquoi cette séparation? Pour répondre à cette question il faut connaître le système de répartition des impôts du conseil cantonal à cette époque. Au début, le canton se divisait en sept sections, et chacune d'elles devait payer ses améliorations locales; l'argent payé par les contribuables d'une section ne pouvait être dépensé dans une autre. En août 1870, le conseil évolua quelque peu et décida de prélever un impôt général au bénéfice de toute la municipalité. À cette occasion on vota trois cents dollars du fonds commun pour aider à la construction d'un pont à Perkins' Mill, au-dessus de la rivière Blanche. Le 2 novembre 1874, on adopta une mesure plaçant tous les chemins et ponts situés dans les limites de la municipalité à la charge des contribuables de toute la corporation. À cette fin on préleva des deniers par voie de taxation

directe sur tous les biens imposables de la municipalité. Si ces règlements étaient avantageux à l'amélioration du canton en général, ils semblaient désavantageux aux sections les plus peuplées et les plus à l'aise, car celles-ci fournissaient souvent plus d'argent qu'elles n'en retiraient pour leurs améliorations locales particulières. Ainsi, elles se trouvaient à payer des taxes dont elles ne profitaient pas directement. C'est là, la raison majeure du détachement de la Pointe-Gatineau du canton de Templeton. On partagea ensuite les dettes, créances et biens fonds communs au canton et au village.

Le 2 novembre 1875, l'arpenteur Bolton McGrath traça le plan du village dans les bornes suivantes: les moitiés sud des lots Nos 27 et 28 du deuxième rang du canton de Templeton, les lots Nos 23, 24, 25, 26, 27 et 28 du premier rang de ce canton, et du rang irrégulier du bord de l'eau connu et désigné sous le nom de rang *LONG POINT*, commençant à l'est de la ligne de division entre les lots Nos 22 et 23 du 1er rang du dit canton, et allant à la ligne de division entre les cantons de Hull et de Templeton à l'ouest.

En 1913, la population du village était assez nombreuse pour permettre l'incorporation en ville. La question fut soulevée le 22 septembre et l'on demanda au surintendant de l'Instruction publique si les allocations provinciales accordées à notre commission scolaire seraient retranchées ou retenues par le ministère, avec ce nouveau *STATUS*. Deux ans plus tard, au mois de novembre, à une assemblée des contribuables appelés spécialement pour étudier la question, il y eut 84 voix en faveur de l'incorporation en ville, et 10, contre: mais pour une raison ou pour une autre les démarches entreprises, bien qu'appuyées par une forte majorité, ne donnèrent aucun résultat.

### **"HULL 1800-1950"**

Voilà un livre qui nous apprend entre autres choses que les vrais fondateurs de la ville de Hull sont les francophones sous la direction du Père Reboul. Publié aux Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1950.

### **Notre-Dame-de-Grâces (Paroisse Mère)**

Le temps est venu pour Hull de sortir de l'ère des missions et d'être érigée en paroisse. Dans son décret d'érection de la paroisse, en date du 14 décembre 1870, Mgr Guigues énumère les raisons qui l'ont poussé à agir. D'abord, il nous éclaire sur l'état de la population qui est peu instruite et pauvre. Les familles qui sont accourues dans la région, ont entre elles peu de liaison, car elles viennent de tous les points du Canada, sont exposées à toutes sortes de désordres et réclament par là même des soins particuliers de la part du clergé. Monseigneur donne ensuite la raison pour laquelle il a choisi les révérends pères Oblats de Marie-Immaculée plutôt que le clergé

séculier, pour la desserte de la nouvelle paroisse: d'abord ils étaient déjà installés depuis plusieurs années à la chapelle des chantiers; ensuite à cause de la dette considérable, l'évêque croit qu'un prêtre séculier pourrait difficilement en prendre la responsabilité. Il continue: «Tandis que l'esprit de sacrifice et de dévouement des RR. PP. Oblats, qui nous est bien connu, nous permet d'espérer que non seulement ils suffiront à ces oeuvres, mais qu'après des années d'un travail pénible, ils pourront obtenir même des ressources pour les aider dans l'accomplissement des oeuvres de dévouement qu'ils se sont imposées dans l'intérêt du diocèse.

«En conséquence, nous chargeons la communauté des RR. PP. Oblats de la desserte de Notre-Dame-de-Grâce, à Hull. La pétition qui nous a été adressée le 16 avril 1870, et signée par 280 catholiques, me prouve que cette nomination sera acceptée dans la paroisse avec la plus grande satisfaction.»

«Nous concédons également la propriété du terrain de l'église à la susdite communauté, à la charge de desservir cette paroisse conformément aux règles du diocèse et de payer les dettes déjà contractées...»

Cette nouvelle paroisse eut pour limite, au sud, la rivière Outaouais; au nord, la paroisse de Chelsea; à l'est, le ruisseau Leamy et à l'ouest, la onzième concession du canton de Hull.

Hull vivait alors dans une ère de progrès, la population augmentait et avec elle les revenus de la paroisse; on songea à compléter l'église et à construire un presbytère sur le terrain vacant voisin. Dans l'été de 1872, les pères entrèrent dans leur nouveau presbytère et l'église, agrandie et terminée à l'intérieur, devint un monument de magnifique aspect dont paroissiens et pasteurs pouvaient à bon droit, être fiers.

Aujourd'hui, l'on peut dire avec raison que cette paroisse est la mère des paroisses hulloises, et même le berceau de l'Église catholique dans la région nord de la rivière Outaouais. Ce sont ses missionnaires qui ont parcouru les vastes forêts de la Gatineau et de l'Outaouais supérieur pour porter aux rudes bûcherons les douces consolations de la religion.

*LES RÉVÉRENDIS PÈRES CURÉS.* — Après avoir rendu hommage à tous ceux qui se sont dépensés avec zèle sur ce coin de sol, étudions la vie de quelques-un de ceux dont la renommée nous a transmis les noms gravés en lettres d'or dans le coeur de tous les paroissiens et même de tous les citoyens de Hull. Le titre de fondateur revient de droit au père Reboul qui, l'un des premiers, travailla à la mission de Notre-Dame-de-Bonsecours de Hull.

«Ce géant de zèle, de courage et de vertu partait tous les ans avec un compagnon pour aller rompre aux hommes de chantiers le

pain de la parole évangélique et leur donner l'occasion d'accomplir leur devoir pascal. Le père Reboul continua pendant plus de 20 ans ce ministère des chantiers qui était bien son oeuvre de prédilection. Cet homme de dévouement devait trouver la mort au milieu de ses chères missions. Durant l'hiver de 1877, après avoir visité 43 chantiers, il tombait si gravement malade qu'on dut le ramener en toute hâte à Mattawa où il expirait quelques jours plus tard. Ses restes furent ramenés à Hull et furent déposés dans l'église que son travail et son activité avaient réussi à édifier. Il n'était âgé que de 50 ans.»

Le 5 mai 1877, le conseil de la cité votait la résolution suivante: «Ce conseil a appris avec peine la mort inopinée du Rév. Père Reboul et par respect public pour la mémoire du regretté défunt les membres de ce conseil assisteront à la translation de ses restes de la gare du chemin de fer d'Ottawa, à l'église de cette cité à une heure cet après-midi.»

Tous les catholiques de Hull, d'Ottawa et des environs regrettèrent cette disparition qui laissait un vide dans tous les coeurs.

L'activité du père Reboul a mérité aux révérends pères Oblats le titre de «fondateurs de la ville de Hull». En 1866, son *NOM APPARAÎT EN TÊTE DES PETITIONS: IL DEMANDE L'OUVERTURE DES RUES, LA CONSTRUCTION DE CHEMINS ET DE PONTS, IL CONFÈRE AVEC RUGGLES WRIGHT AU SUJET DU TERRAIN DE L'ÉGLISE; IL SEMBLE L'ÂME DE LA PETITE VILLE.*

Le père Reboul a laissé son nom à une de nos écoles ainsi qu'à un lac du Témiscamingue, dans la région du grand lac Victoria. Le nom de Reboul a été substitué à celui de Winawisk, en l'honneur du révérend père qui fut le premier missionnaire des chantiers du Témiscamingue.

### **"UN SIÈCLE D'ADMINISTRATION SCOLAIRE"**

L'auteur y souligne d'une manière particulière la situation injuste dans laquelle se trouvaient les catholiques lors de la fondation de la ville de Hull en 1875. Publié par La Commission des Écoles catholiques de Hull, 1866-1966, Hull, 1966.

#### **La Commission scolaire dans la cité de Hull avant le Grand-Feu**

La fondation de la Commission scolaire Notre-Dame de Hull devait acheminer le village de Hull vers son autonomie municipale. L'expérience qui venait d'être tentée s'était montrée avantageuse du point de vue des Canadiens français.

Le 19 septembre 1868, sous le pseudonyme «pro Bono Publico», le père Reboul écrivait dans le journal *LE CANADA*, d'Ottawa, qu'il «faut la séparation pure et simple du village et du canton», ce qui se réalisera sept ans plus tard.

À l'instigation du père Reboul, un groupe de citoyens de langue française du village de Hull proposent l'incorporation de leur village en cité afin d'en faire une entité distincte du conseil qui administrait le canton, sur lequel ils n'avaient pratiquement aucun contrôle. Ils avaient l'appui du maire du conseil du canton, E. B. Eddy, le fondateur des usines qui portent encore son nom. Eddy était en même temps député à la Chambre d'assemblée où il représentait le comté de Hull. À cette fin, un projet de charte d'incorporation est préparé à la hâte par l'honorable Jacques-Olivier Bureau. Il y est nécessairement question des écoles. Bureau connaît la situation particulière et unique des propriétés de Hull, dont le fond de terre appartient à des protestants tandis que les maisons érigées sur ces terrains appartiennent à des catholiques. Cette situation exige une clause particulière pour la protection des argents payés par les catholiques de Hull en impôts scolaires, ce que Bureau n'oublie pas.

### **Injustice dans la charte d'incorporation**

Le projet de la charte est soumis au conseil municipal du canton de Hull présidé par E. B. Eddy, pour approbation, le 12 août 1874. Au témoignage du notaire Nérée Tétreau, secrétaire-trésorier de la municipalité, ce projet fut accepté à la demande générale sans avoir été lu; les conseillers le voulant et le croyant semblable à la charte d'incorporation des cités de Montréal et de Québec. Ces messieurs du conseil étaient convaincus que dans ces deux villes, la division des argents pour les frais de l'éducation était faite en proportion des octrois du gouvernement et selon la proportion confessionnelle. Mais, ils ignoraient ou ne croyaient pas que la situation de Hull différait beaucoup de celle de Montréal et de Québec. Bureau le savait et il avait amendé le projet en conséquence pour protéger les intérêts des catholiques de Hull, mais sans en parler à personne, confiant que les conseillers du canton de Hull s'en apercevraient.

Le projet est ensuite présenté à la Chambre législative de Québec par le député Eddy. Suivant la procédure ordinaire, il est référé au comité des bills privés. Un sous-comité composé de F. Langelier, Alexander et S. Bellingham, est chargé de l'étudier en détail. En confiant le texte original de la charte à Bellingham, Eddy précise que le conseil de Hull voulait que les articles relatifs aux écoles soient conformes à ceux des écoles des villes de Montréal et de Québec. En le lisant, Bellingham remarque que le projet à lui remis diffère sensiblement des chartes de ces deux villes; il modifie en conséquence ce projet préparé par Bureau que lui avait transmis Eddy. Une fois corrigé, le projet est soumis au comité des bills privés qui le transmet à l'Assemblée législative pour adoption finale.

En recevant sa charte d'incorporation municipale, datée du 23 février 1875, le nouveau conseil de la cité de Hull constate qu'elle est semblable aux chartes de Montréal et de Québec, mais qu'elle

contient une injustice envers la population catholique au sujet de la répartition des taxes scolaires entre catholiques et protestants. Cette charte, en effet, portait atteinte aux droits scolaires de la population française catholique. Le gouvernement provincial, à cette date, relevait du parti conservateur. Prenant connaissance de ce fait préjudiciable à l'élément catholique, la faction libérale de Hull, sous la direction de Médéric Lancôt, engage aussitôt une lutte violente contre ses adversaires. Elle accuse le gouvernement conservateur, sous la direction de Charles-Eugène de Boucherville, d'avoir odieusement trahi la population catholique de Hull. Plusieurs journaux de Montréal entrent dans la polémique. La question prend immédiatement une envergure provinciale. Le journal hebdomadaire *LE NOUVEAU-MONDE*, dans son numéro du 25 mars 1875, conseille aux citoyens catholiques de Hull de prendre des mesures pour faire annuler ou amender cette charte qui tend à les priver du droit de disposer de leurs taxes scolaires en faveur des écoles de leur religion, droit garanti par la constitution.

Bien que réelle, cette injustice était particulière à la situation unique dans laquelle se trouvait la municipalité de Hull. Ici, la propriété foncière appartenait presque entièrement à sept ou huit protestants de langue anglaise, tandis que la grande majorité des maisons, érigées sur ces terrains en vertu de baux faits pour cinq ans, était la propriété de la population française et catholique. Il était stipulé dans ces baux que le propriétaire de maison paierait aux propriétaires du terrain toutes les taxes imposées et sur le terrain et sur la maison.

En vertu de cet état de chose, les catholiques payaient presque le montant entier des taxes perçues dans la municipalité; mais sur le rôle municipal c'étaient les propriétaires du fond de terre qui transigeaient avec la municipalité, soit des protestants. Or, il arrive que la charte officielle reçue par le nouveau conseil municipal spécifie qu'il n'y aura pas de taxes scolaires prélevées dans la cité de Hull, mais que le conseil subventionnera les écoles à même ses propres fonds, de quelque source qu'ils proviennent. Cependant, telle qu'originellement préparée par Jacques-Olivier Bureau, la charte prévoyait à ce que les fonds soient destinés et répartis au nombre respectif des catholiques et protestants. Comme il a été dit antérieurement, ce projet de charte avait été changé. Il était maintenant stipulé que les deniers destinés aux écoles devaient être partagés entre les catholiques et les protestants, non en proportion de leurs besoins ou des impôts payés par eux, mais en proportion de la propriété foncière possédée par chaque dénomination religieuse.

Ainsi les catholiques qui n'étaient pas propriétaires du fond, bien qu'ils en acquittassent les charges, devaient payer presque en entier l'argent requis pour l'éducation, tandis que les protestants, en

nombre infime, en recevaient presque exclusivement le bénéfice.

«Qui en est responsable?»

## **"HISTOIRE DES COMTÉS-UNIS DE PRESCOTT ET DE RUSSELL"**

Villes et villages du côté du sud de la rivière des Outaouais en Ontario entre Ottawa et la frontière du Québec possèdent une riche histoire. L'auteur nous amène à étudier aussi bien Hawkesbury que Embrun, St-Eugène de Prescott, Pointe-Fortune, Rockland et combien d'autres. La population francophone y est très nombreuse. Publié à L'Original, Ontario, 1966.

### **Pointe-Fortune (Village)**

Pointe-Fortune, endroit remarquable par son site, remonte loin dans l'histoire de Prescott. Pendant longtemps ce fut l'un des principaux endroits et l'un des plus connus de la vallée de l'Outaouais; ici devaient s'arrêter tous les voyageurs qui montaient ou descendaient l'Outaouais et tous les colons qui allaient chercher un terrain dans les nouveaux districts de l'est de l'Ontario.

Bien que situé en majeure partie dans le comté de Vaudreuil, une partie de ce village est dans le comté de Prescott. Pour ces raisons, il est intimement lié à l'histoire du comté de Prescott, des points de vue physique, social et moral. Pointe-Fortune, incorporée en 1881, s'étend sur une distance de deux milles le long de la rivière Outaouais et d'un mille et demi en profondeur.

Cette pointe tient son nom du colonel William Fortune, qui, le 23 juillet 1788, pour ses services militaires et autres, reçoit de la Couronne une concession de 1,000 acres de terre où se trouve aujourd'hui le village qui porte son nom, et qui est situé sur la ligne de démarcation entre les provinces d'Ontario et de Québec. Désireux de profiter du séjour des nombreux voyageurs qui, à cause des rapides, devaient nécessairement s'arrêter ici pour faire le portage, l'habile et rusé Fortune fit construire à cheval sur la frontière un hôtel dont une moitié se trouvait dans la province de Québec et l'autre dans l'Ontario, ce qui lui permettait de défier la loi de chacune des deux provinces.

De 1800 à 1830, tous les voyageurs et tous les colons naviguant sur l'Outaouais s'y arrêtaient. Ce fut le «Castle Garden» de la vallée de l'Outaouais. Pointe-Fortune, qui se trouvait à 40 milles à l'ouest de Montréal et au pied de cette longue série de tumultueux rapides, était le premier point d'arrêt naturel que rencontraient les voyageurs. Pendant les saisons de grande activité une trentaine de canots, montés de huit à douze hommes chacun, s'arrêtaient à Pointe-Fortune pendant la nuit, afin de permettre aux avironneurs de se coucher dans un lit une dernière fois et de remplir de résine les joints et égratignures de leur canot en écorce de bouleau. Une fois le canal Carillon-Grenville terminé en 1833, Pointe-Fortune perdit sa popularité au profit de Carillon.

Joseph Fortune, arpenteur et fils de William, a joué un rôle important dans le village de Pointe-Fortune et le district d'Ottawa à titre de juge de paix et de lieutenant-colonel de la milice, poste qu'il occupa jusqu'en 1814.

Parmi les premiers habitants de l'endroit on relève les noms suivants: Richard Barnum (31 octobre 1807), qui devint un important expéditeur vers les années 1840; Joseph McMillan, un commerçant de fourrures du Nord-Ouest qui vendit sa propriété à James Pitcairn, pour retourner en Écosse; John Cameron; John Macdonell, lui aussi un riche trafiquant de fourrures de la Compagnie des Bourgeois du Nord-Ouest, qui fut colonel du 1er régiment de la milice de Prescott, du 1er avril 1822 jusqu'au 11 juin 1840; et George Hamilton, juge conjoint du district d'Ottawa, de 1816 à 1825. Macdonell éclipsa en quelque sorte le prestige du colonel Fortune, qui s'en offusquait. D'une force herculéenne, John Macdonell avait épousé, dans l'Ouest, Madeleine Poitras, une métisse d'une beauté remarquable; il possédait une forte impression de l'honneur et était d'une grande générosité.

En 1813, le colonel John Macdonell, qui pendant longtemps avait vécu et fait la traite des fourrures dans le Nord-Ouest, s'établit donc à Pointe-Fortune. Homme actif et entreprenant, il érigea en 1817 une maison en pierre, un moulin à moudre et une fabrique de potasse; il ouvrit un magasin de débit, exploita les produits de la forêt et cultiva la terre. On prétend même qu'il creusa un petit canal à écluse pour permettre à la navigation d'éviter la partie la plus dangereuse des rapides en amont du village; on ne voit actuellement aucune trace de cette construction, mais il se pourrait qu'elle ait été inondée lors de l'érection du premier barrage de Carillon. Le frère puîné du colonel et du premier évêque de Kingston, Mgr Alexander Macdonell, Miles Macdonell fut l'un des jeunes Écossais épris d'aventures qui s'occupèrent des entreprises de *LORD Selkirk* dans le Nord-Ouest. Les derniers vestiges de la maison en pierre que John Macdonell avait érigée en 1817 sont disparus il y a quelques années.

Le canal de Carillon, inauguré en 1833, permettait à la navigation de monter ou de descendre cette section non navigable de la rivière Outaouais, évitant le portage et le coût du transport par diligence le long de la route du portage, soit sur la rive nord, à Carillon, soit sur la rive sud, à Pointe-Fortune. Cependant jusqu'à l'inauguration des canaux du Saint-Laurent, en 1846, un service de diligence pour passagers existait à cet endroit le long des deux rives de l'Outaouais.

### **"AYLMER D'HIER / OF YESTERYEAR"**

Dans son livre sur Aylmer, Brault qui a "fonctionné bilingue" toute sa vie dans le domaine intellectuel, nous montre toutes ses

capacités à cet égard. Pour pouvoir vraiment le critiquer, il faudrait avoir acquis la même puissance d'expression dans ce domaine. Publié par L'Institut d'Histoire de l'Outaouais, Aylmer, P.Q. 1981.

### **Aylmer s'incorpore en village**

D'après la loi, les habitants d'un village ou paroisse non incorporé, comptant au moins 60 maisons ou plus de 300 personnes, pouvaient obtenir du conseil de canton la permission de se séparer avec incorporation distincte, dans des limites déterminées, avec le pouvoir d'élire un conseil municipal local de village. Après avoir acquis une certaine expérience administrative dans le conseil de canton, les villageois d'Aylmer désirent en bénéficier et se constituer en une municipalité. Ils présentent une demande à cet effet au conseil, sans spécifier la raison évoquée de leur requête, mais on peut croire qu'étant le centre le plus peuplé du canton, ils devaient payer la majeure partie des dépenses et contribuer au support des centres avoisinants, sans avoir de droits prépondérants sur l'impôt foncier déterminé par la majorité. (C'est un peu ce qui se produit aujourd'hui à la Communauté régionale de l'outaouais avec la ville de Hull). Pour faire suite à cette requête, le conseil de canton, réuni aux chutes Chaudières le 23 décembre 1845, y acquiesce et détermine les limites du nouveau village.

But being dissatisfied with the assigned limits, because they included lands too far distant from the village, the inhabitants prayed, on April 13, 1846, that the limits of the corporation be less extent and nearer the centre of the village. They also claimed that the township council had made a proviso in the demarkation of their limits of the village, that the whole assessment of the year should remain under the control of the township council, to meet their expenses, which condition they have had no power to dictate. Another petition under date of December 22 following, signed by John Egan, James Blackburn and Charles Symmes and 136 others, the inhabitants prayed that the Council would add to the former described limits "two lots in length and one in breadth".

At a special meeting on February 2, 1847, the township council agreed to grant the prayer of the petition. Fourteen months later the official survey signed by John A. Snow, surveyor, was adopted. The description had been made by Denis-Benjamin Papineau, at Montreal, on May 2, 1847, as follows: "Beginning on the north Bank of the Grand or Ottawa River in that part of the said River called Laked Deschenes or Chaudiere in the limit between lots Nos 19 & 20 in the first range of the said Township of Hull, thence north along the division line between the said lots in the first and second ranges of the said township to the north easternmost corner of the lot No 20 in the said second range, thence west along the line between the second and third ranges to the north east corner of lot No 21 in the said

second range, thence north along the division line between lots Nos 20 & 21 in the third range to the line between the third and fourth ranges, thence west along the said range line to the northwest corner of lot No. 25 in the third range, thence south along the division line between lots Nos 25 & 26 in the said third range to the bank of the Ottawa River at the lake Deschenes aforesaid, thence south easterly along the bank of the said river as it winds and turns to the place of beginning the said village comprehending all the lots within the boundaries hereabove described."

The village was then bounded, on the North, by McConnell Road on the South, by the Aylmer Road, along lot Nos. 21 and 22.

On July 27, 1847, a new village was born and officially incorporated with municipal powers. "The proclamation was read in a loud voice by me (Jas Taylor) and put up on the papal church door on July 29, 1847, at about 7 o'clock afternoon, then being present at the same time Messrs Moses Edey Peter Aylen and André Ranger." This proclamation signed by Governor Elgin, thus read: "...be it known that Aylmer could call a meeting of its citizens and elect their own council to pass By-Laws pertaining to matters of local concern..."

Le tout s'est déroulé sans tambour ni trompette, ni salve de canon et de mousqueterie. La foule réunie se rend compte de l'importance de l'événement. Un mois après, le 30 août, quelque 450 habitants de la nouvelle municipalité se réunissent à l'hôtel Conroy (British) pour élire les premiers conseillers de la dite municipalité. Sous la présidence du docteur Gardner Church, conseiller de la municipalité du canton de Hull et de James F. Taylor le secrétaire-trésorier, John Egan, banquier, constructeur de navire et magnat de l'industrie forestière; Charles Symmes, fondateur d'Aylmer et industriel; James Wadsworth, cultivateur; John Foran, cultivateur, intéressé à l'industrie forestière; François Beaudry, notaire; et Moses Edey, cultivateur, sont élus sans opposition «à la main levée», pour un terme de deux ans. Il est aussi entendu que pour garder la continuité des travaux et des politiques du conseil, trois membres démissionneront à la fin de leur première année de terme. Il est aussi décidé sur place que tous les avis publics se rapportant à l'administration municipale seront affichés sur la porte des églises catholique et anglicane du village pendant huit jours. Ceci porte à croire que toute la population d'alors assistait aux services religieux, au moins le dimanche. Ce premier conseil municipal d'Aylmer est assuré de la coopération de toute la population, ce qui est sans doute encourageant.

## LISTE DES OUVRAGES DE LUCIEN BRAULT

1. *GASPÉ DEPUIS CARTIER.*  
Au Moulin des Lettres, Québec. 1934. 236 p.
2. *HISTORICAL GASPE.*  
Au Moulin des Lettres. Québec. 1934. 232 p.
3. *FRANCIS-J. AUDET ET SON OEUVRE*, Bio-Bibliographie.  
Ottawa, 1940, 98 p.
4. *OTTAWA, DE SON ORIGINE À NOS JOURS.*  
Université d'Ottawa, 1942, 324 p.
5. *INDEX to the TRANSACTIONS OF THE ROYAL SOCIETY OF CANADA, 1882-1943*  
University of Ottawa Press, 1944, 112 p.
6. *LE CANADA*, Guide du Lecteur.  
Services éducatifs de la Légion canadienne, 1945, 32 p.
7. *OTTAWA OLD AND NEW.*  
Ottawa Historical Information Institute, 1946, 349 p.
8. *HISTOIRE DE LA POINTE-GATINEAU, 1807-1947.*  
Montréal, 1948, 182 p.
9. *HULL, 1800-1950.*  
Éditions Université d'Ottawa, 1950, 265 p.
10. *BIBLIOGRAPHIE D'OTTAWA.*  
Tiré à part. Revue de l'Université 1950, 30 p.
11. *INDEX DES MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DU CANADA, 1933-1958*, Ottawa, 1960, 248 p.
12. *UN SIÈCLE D'ADMINISTRATION SCOLAIRE, 1866-1966*  
Commission des Écoles de Hull, 1966, 146 p.
13. *HISTOIRE DES COMTÉS UNIS DE PRESCOTT ET DE RUSSELL*  
L'Orignal, Ontario, 1966, 377 p.
14. *LE CANADA AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE*  
Thomas Nelson & Sons, Toronto, 341 p.
15. *BREF EXPOSÉ DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE* dans l'Ontario et les autres provinces.  
*Le Droit*, Ottawa, 1966, 36 p.
16. *A CENTURY OF REPORTING // UN SIÈCLE DE REPORTAGE*  
(en collaboration) The National Press Club Anthology  
Clarke, Irwin & Company Limited, Toronto, 1967, Vancouver, 301 p.

17. *SAINTE-ANNE D'OTTAWA: Un Siècle d'Histoire, 1873-1973*  
Ottawa, 1973, 80 p.
18. *L'ACADÉMIE DE-LA-SALLE: UN ÉDIFICE PATRIMONIAL  
PREND VIE*  
Ministère d'État aux Affaires municipales, 1976, 110 p.  
(En collaboration avec John Leaning, architecte)
19. *DE LA SALLE ACADEMY — NEW LIFE FOR A HERITAGE  
BUILDING*  
Ministry of State — Urban Affairs, Canada, Ottawa, 1976  
(In collaboration with Architect John Leaning, 110 p.)
20. *PARLIAMENT HILL — LA COLLINE PARLEMENTAIRE*  
Ottawa, Commission de la Capitale nationale, 1976, 36 p.
21. *THE GRAND HOTEL, A HERITAGE HOSTELRY  
LE GRAND HÔTEL, 125 ANS AU SERVICE DES VOYAGEURS*  
Ottawa, 1978, 18 p.
22. *AYLMER D'HIER / OF YESTERYEAR,*  
Institut d'Histoire de l'Outaouais, Aylmer, P.Q., 1981.

## L'HISTOIRE DE LA VILLE DE HULL TRIPOTÉE

Qui n'a pas entendu ou lu les propos suivants: "Hull s'appelle Hull parce que son fondateur, Philémon Wright, est né à Hull en Angleterre."

D'où vient pareilles erreurs? Qui a inventé ces choses et pour quelles raisons? Qui a parti l'idée de Philémon Wright, fondateur de la ville de Hull? À la mort de Philémon Wright en 1839, il n'y avait qu'une centaine de personnes - sa famille et ses employés - dans le territoire de la future ville de Hull. Ce territoire n'était qu'une partie du canton de Hull et était la propriété privée exclusive de Wright et de ses fils.

Celui qui a le plus brouillé les cartes en la matière est E.E. Cinq-Mars, journaliste. Il prétend nous présenter un "Extrait d'un ouvrage de Joseph Tassé, daté de 1871, ayant pour titre "Philémon Wright, ou colonisation et commerce de bois". Voici ce texte: "Philémon Wright est né en 1760 à Hull, ville importante de la Grande-Bretagne d'une famille de cultivateurs".<sup>1</sup> C'est là l'origine de l'erreur que l'on a répété et répète même encore aujourd'hui que Philémon Wright est né à Hull, en Angleterre. Les auteurs du livre "Le Nord de l'Outaouais" ont popularisé bêtement et bêtement cette fausseté.<sup>2</sup>

Mais voici le texte original de Joseph Tassé: "Philémon Wright est né en 1760 d'une famille de cultivateurs. Ses parents habitèrent d'abord le comté de Kent, en Angleterre, mais, poussés par le désir d'améliorer leur sort, ils suivirent le courant qui entraînait déjà la race anglo-saxonne vers l'Amérique."<sup>3</sup>

Cinq-Mars introduit faussement dans ce texte de Tassé que Wright est né à Hull en Grande-Bretagne. Il se cache indûment derrière Tassé en produisant un texte qu'il a lui-même fabriqué de toutes pièces. Ainsi il a engendré toute une succession de "perroquets" qui se sont contentés de répéter cette fausseté. On s'est refusé à lire attentivement le texte.

Lucien Brault qui a scruté le sujet en question, nous livre sa pensée par le texte suivant: "La grande majorité des auteurs qui ont traité ce sujet, ont prétendu que le nom "Hull" avait été donné au canton par Philémon Wright, en l'honneur de sa ville natale ou de l'endroit d'origine de ses ancêtres, en Angleterre."

"C'est là une erreur. Dans un rapport qu'il a présenté à l'Assemblée législative en 1823, Philémon Wright dit clairement qu'il est natif de Woburn, Massachusetts, États-Unis, et que ses parents étaient originaires du comté de Kent, Angleterre, non pas du comté d'York où est situé la ville de Hull. En outre, le nom de Hull avait été attribué au canton le 15 octobre 1792, c'est-à-dire trois ans avant la venue de Wright au Canada, et avant même qu'il en soupçonnât l'existence."<sup>4</sup>

Le texte de Cinq-Mars est bien malheureux. On peut se demander pourquoi a-t-il fait cela? Sous quelle influence a-t-il agi? Mais le plus étrange c'est de constater qu'un nombre considérable de personnes ont été induites en erreur par Cinq-Mars. Il nous faut avoir l'oeil critique et ne pas se laisser passer un tel sapin.

Maintenant il nous faut étudier la nouvelle que Philémon Wright était le fondateur de la ville de Hull Qui est l'auteur de cette fausseté? C'est Joseph Tassé en 1871. En effet il est le premier à dire que Wright a été fondateur du village de Hull. Il fut ainsi le premier à parler de fondateur dans son livre sur Philémon Wright. Voici son texte: "Sur la rive nord de l'Outaouais, tout près de la Chute des Chaudières, s'élève le florissant village de Hull. Fondé par l'homme entreprenant dont ces pages sont destinées à rappeler le souvenir..."<sup>5</sup>

Graduellement ce faux fondateur du village de Hull est devenu le faux fondateur de la ville de Hull. Tassé invente de toutes pièces cette fausseté. Il engendre une succession de "perroquets" qui fonctionnent à répétition.

Wright n'a jamais voulu fonder de ville ou de village à Hull. Tassé s'est très mal renseigné. Le territoire de la future ville de Hull était un bien privé et le centre administratif des affaires de Wright.

J.L. Gourlay a fort bien décrit la chose; voici son texte en traduction: "De nombreuses années se sont écoulées après que le premier établissement de ce qui est maintenant la Cité de Hull, ne devienne même un village. Sa croissance fut très lente. Les pionniers défrichaient le sol et faisaient des fermes. Wright dirigeait l'affaire en tout. Possesseur de tellement de territoire, il était nécessairement localisé au milieu de ses propriétés terriennes, et *EXCEPTÉ LA CONSTRUCTION DES MAISONS DES TRAVAILLEURS ET DES AIDES, IL N'ÉTAIT PAS DISPOSÉ À SE PRÉOCCUPER LUI-MÊME DE CONSTRUIRE UNE VILLE. Très peu de maisons furent construites durant de nombreuses années. Nous nous souvenons que seulement deux maisons s'élevaient sur ce qui est maintenant la rue principale.*"<sup>6</sup> J.L. Gourlay était un ami intime de Alonzo Wright et à ce titre, il eut accès aux documents de la famille.

Lucien Brault nous sert les mots suivants: "Trouvant difficile la prononciation Chaudière, Philémon Wright, le fondateur de notre ville, lui donna un autre nom et son établissement devint la Ferme des Chutes Columbia. *L'IDÉE ORIGINALE DE WRIGHT N'ÉTAIT DONC PAS DE FONDER ICI UNE VILLE, MAIS BIEN D'Y ÉTABLIR UNE FERME.*"<sup>7</sup> Lucien Brault se contredit ainsi à l'intérieur du même texte. Quel fouillis! L'on comprend pourquoi bien des gens se sont trouvés mêlés: Fonder une ville et fonder une ferme ce n'est pas la même chose. Fonder une ville, c'est mettre sur pieds toute une organisation municipale et publique. C'est organisé toutes sortes de services

publics. Philémon Wright n'a strictement rien fait dans ce sens. D'ailleurs la population était minime et il était très difficile de s'installer à Hull. En 1857, lorsque Ottawa fut choisie la capitale du Canada, la population de Hull n'était que de 200 personnes environ tandis que celle de Ottawa était de 12,000 personnes environ.

Philémon Wright fut nommé agent des terres de la colonie en 1819 avec comme instructions de réserver un territoire pour la fondation d'un village.<sup>8</sup>

Il n'en a rien fait. Les expressions "Wrightville" ou "Wrightstown" ne correspondent strictement à rien au point de vue organisation municipale.

Lucien Brault s'est repris en écrivant en toute vérité ce qui suit: "L'activité du Père Reboul a mérité aux révérends pères Oblats le titre de "fondateurs de la Ville de Hull". En 1866, son nom apparaît en tête des pétitions: il demande l'ouverture des rues, la construction de chemins et de ponts..."<sup>9</sup>

Cinq-Mars a voulu corriger ses faussetés par le texte suivant: "En vérité, ce fut un bon et fidèle ouvrier ce même Père Reboul qui, se trouvant à Hull, *EN FACE DE TOUT À COMMENCER, COMMENÇA TOUT* et poussa si loin, qu'il ne s'arrêta qu'après avoir mis debout l'église, la sacristie, la résidence, le collège et jusqu'à un pont de 800 pieds."<sup>10</sup>

En conclusion de ce travail, il nous faut retenir le seul titre qui revient à Philémon Wright: "*PIONNIER COLONISATEUR DANS LA VALLÉE DE L'OUTAOUAIS*".

Dr. L.-M. Bourgoïn, M.A. Ph.D. O.D.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- 1) E.E. Cinq-Mars, Hull son origine, ses progrès, son avenir, Bérubé Frères, Hull, 1908, page 11.
- 2) En collaboration, Le Nord de l'Outaouais, Le Droit, Ottawa, 1938, page 183.
- 3) Joseph Tassé, Philémon Wright, ou Colonisation et commerce du bois, Montréal, 1871, pages 4 et 5.
- 4) Lucien Brault, Hull 1800-1950, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, pages 11 et 12.
- 5) Joseph Tassé, op. cit. page 1.
- 6) J.L. Gourlay, A.M., History of the Ottawa Valley, Ottawa 1896, page 186.
- 7) Lucien Brault, op. cit. page 11.
- 8) Lucien Brault, op. cit. page 38.
- 9) Lucien Brault, idem, page 217.
- 10) E.E. Cinq-Mars, op. cit. page 46.

## LES TROUBADOURS DE LA GATINEAU

La longue et remarquable carrière de plus d'un quart de siècle des "Troubadours de la Gatineau" est, certes, l'un des plus brillants épisodes de notre tradition musicale.

De 1924 à 1951, le quatuor Théo Lanctôt, Edmond Massé, Edgar Bédard et Philéas Charron fut l'un des meilleurs et des plus populaires interprètes du folklore canadien-français que l'on ait connus au Canada français depuis le début du siècle.

Mlle Laurette Lévêque, secrétaire de l'Association de l'Enseignement Français en Ontario, dédiait, le 10 mai 1934, les vers suivants aux Troubadours de la Gatineau.

"Les Troubadours sèment partout la bonne humeur. Leur chant plein de santé et leur gaillarde allure donnent aux refrains d'antan l'aspect d'une primeur. Ils revivent chez ceux de la noble parure. Les pionniers français, nos ancêtres bénis, qui tout le long du jour, ou leur labeur fini, stimulaient leurs travaux, ranimaient leur vaillance au rythme d'un refrain, qu'ils chantaient en cadence. Chantez clair troubadours! Que votre voix sonore assourdisse l'écho des accents étrangers! Il vous incombe à tous, artistes messagers, de propager chez nous, la gloire du folklore.

### MISSION DE HÉRAUTS

Cette mission de hérauts des chants anciens dans "la noble parlure" des "pionniers français" nos Troubadours l'ont remplie avec un remarquable talent et toujours et partout avec un éclatant succès.

C'est à ce titre qu'ils ont grandement mérité notre admiration et notre gratitude.

À l'occasion d'un grand banquet de la "Canadian International Paper Co.", au Château Laurier à Ottawa, le président de la compagnie, le général Whyte, avait demandé au notaire F. A. Labelle de former un quatuor qui chanterait des chants de folklore à ce banquet.

Théo Lanctôt, à qui le notaire Labelle s'était adressé, s'associa à Edmond Massé, Edgar Bédard et Philéas Charron, qui faisaient alors partie de la chorale de Hull, pour former ce quatuor.

Le général Whyte avait tenu à ce que les chantres soient costumés à la mode des bûcherons de la Gatineau pour conserver la couleur locale. Quand, dans la grande salle de banquet du Château, nos quatre gais lurons, portant bottes, culottes et ceintures de draveurs, entrèrent en chantant d'une voix sonore et gaillarde l'un de nos plus beaux refrains de chez nous, le général Whyte les présenta avec fierté à ses convives en disant "Voilà les vrais Troubadours de la Gatineau". Il n'est nullement exagéré de dire que ce fut un triomphe.



Les Troubadours de la Gatineau  
Théo Lanctôt, Edmond Massé, Edgar Bédard, Philéas Charron

Encouragés par cet accueil très flatteur et bien mérité, Théo Lanctôt et ses Troubadours résolurent alors de se constituer en quatuor de folklore canadien-français. George Ardouin, qui dirigeait alors la chorale de Hull, accepta de devenir leur directeur artistique.

Peu après, les "Troubadours de la Gatineau" firent leur début au grand congrès international du Rotary à Binghampton (N.-Y.).

Nos gais lurons étaient dès lors engagés dans la voie du succès et ils devaient, pendant environ vingt-sept ans, faire applaudir et aimer de plus en plus la bonne chanson de chez nous.

À la demande du gouvernement de Québec, nos Troubadours se rendent à l'Exposition nationale de Toronto où, pendant une semaine entière, ils remportent chaque jour un succès grandissant.

Ils visitent la plupart des villes de la Nouvelle-Angleterre et de l'état de New-York. Le sénat de Montpelier, dans l'état du Maine suspend ses délibérations pour applaudir les "Troubadours".

À l'occasion de l'ouverture officielle du "Royal York", à Toronto ils remportent un succès inoubliable et ont la vive satisfaction d'entendre nos compatriotes de langue anglaise applaudir avec frénésie les refrains de chez nous.

Le gouverneur général, le premier ministre King et un grand nombre de personnalités canadiennes et américaines ont chaleureusement félicité nos Troubadours pour leur interprétation vraiment réaliste et artistique de notre folklore.

La célébration de leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation, à l'occasion du congrès des neurologistes américains et canadiens à Lucerne-en-Québec fut l'un des plus grands succès de leur carrière.

En juillet 1941, le quatuor déplore la mort de son directeur artistique, Georges Ardouin, Yvon Déziel lui succède.

Après vingt-six ans d'existence, le quatuor déplore la mort de l'un de ses membres, Edmond Massé, décédé en 1950, et à qui M. René Deschênes succède.

Et l'année suivante la mort de Théo Lanctôt, fondateur et animateur général du quatuor, met fin à ce brillant épisode de notre tradition musicale.

Edgar Boutet

Le journal *LE DROIT*, le 6 avril 1957

## CHRONIQUE DE LA S.H.O.Q.

Voici une liste des sujets traités lors de nos conférences et par le fait même une liste de nos rencontres et de nos réunions:

**Le 12 mars 1986**

Sujet: Comment les Indiens furent chassés de Hull et par qui.  
Conférencier: Dr. L.-M. Bourgoïn

**Le 7 mai 1986**

Sujet: Accueil de Louis Riel au village de Hull en 1874.  
Conférencier: Dr. L.-M. Bourgoïn

**Le 18 juin 1986**

Sujet: L'humour et la langue que nous parlons.  
Conférencier: M. Ephrem Boudreau

**Le 10 octobre 1986**

Sujet: Confusion dans l'histoire de la fondation de la ville de Hull.  
Conférencier: Dr. L.-M. Bourgoïn

**Le 21 novembre 1986**

Sujet: Splendeurs illusoires et misères réelles d'un historien (1970-1985).  
Conférencier: M. Jacques Gouin

**Le 27 février 1987**

Sujet: Charles Marchand, notre barde national et ancien hullois.  
Conférencier: Dr. L.-M. Bourgoïn

**Le 15 mai 1987**

Sujet: Lucien Brault, l'homme et l'oeuvre  
Conférencier: M. Jacques Gouin

Notre société historique remercie chaleureusement l'Université du Québec de Hull qui, grâce à son recteur le Dr. Jacques Plamondon, nous a fourni les différents locaux, nécessaires à la poursuite de nos activités.

Marie-Thérèse Marcil-Bourgoïn, B.A. LL.B.  
Secrétaire de la S.H.O.Q.



Droits réservés par la Société historique de l'ouest du Québec Inc. Dépôt légal, 2<sup>ème</sup> trimestre 1987. Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque du Canada.

*Asticou*, Cahier nos 1 et 2 (deuxième impression): \$1.00

*Asticou*, Cahiers nos 3-8: \$1.00 chacun.

*Asticou*, Cahier no 9: \$2.00.

*Asticou*, Cahier double nos 10-11:

"La presse québécoise et hulloise d'expression française" \$2.00.

*Asticou*, Cahier no 12

"Buckingham 1906" (deuxième impression): \$2.00.

*Asticou*, Cahier no 13: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 14: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 15: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 16: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 17: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 18: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 19: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 20: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 21: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 22: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 23: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 24: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 25: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 26: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 27: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 28: \$2.00

*Asticou*, Cahier no 29: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 30: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 31: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 32: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 33: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 34: \$2.00

*Asticou*: Cahier no 35: \$2.00

Edgar Boutet, *85 ans de théâtre à Hull*, Hull, S.H.O.Q., 1968, \$3.00.

N.B.: - Tous les prix indiqués ci-dessus sont sujets à changement sans autre préavis.

- Également disponible en série complète (1 à 36) pour \$40.00.

Jacques Guin, *William Henry Scott ou le destin romanesque et tragique d'un rebelle de 1837*, Hull, S.H.O.Q., 1972, (nouv. éd. augm. d'un chapitre inédit, Hull, S.H.O.Q., 1980, 40 p. \$3.00)

Guillaume Dunn, *Les Forts de l'Ou-taouais*, Montréal, Éditions du Jour, 1975, 168 p.: \$4.95.

Lucien Brault, *Aylmer d'Hier/ of Yesteryear*, Aylmer, 1981, 272 p. \$12.00.

Jacques Guin, *Lettres de guerre d'un Québécois (1942-1945)*. Montréal, Éditions du Jour, 1975, 343 P.: \$9.95.

Joseph Jolicoeur, *Histoire anecdotique de Hull*, Hull, S.H.O.Q., 1977, 100 p.: \$3.50.

Joseph Jolicoeur, *Histoire anecdotique de Hull*, Tome II, HULL, S.H.O.Q., 1979, 117 p.: \$4.00.

Nota: Toutes ces publications sont en vente au siège social de la S.H.O.Q., C.P. 1007, Place du Portage, Hull, Québec J8X 3X5 et dans toutes les bonnes librairies.

\$2.00 dollars